

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

COMMERCE : L'UE fonce avec les APE malgré la crise mondiale

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 1er avril 2009

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

PARIS , 31 mars 2009 (IPS) - Des experts admettent que la crise financière actuelle est largement due à la dérégulation économique. Mais malgré les effets spectaculaires de la récession sur les pays en développement, l'Union européenne continue de faire pression pour que les traités sur la libéralisation du commerce, appelés les Accords de partenariat économique (APE), soient signés par les gouvernements africains.

Dans leur forme proposée, ces gouvernements ouvriraient ces pays à tout le choc de la concurrence internationale. Pour les pays africains, cette programmation ne pourrait pas être pire.

Dominique Strauss-Kahn, qui dirige le Fonds monétaire international (*FMI*), a récemment déclaré aux dirigeants africains réunis à Dar Es Salaam, en Tanzanie, que "*même si la crise a été lente pour atteindre les côtes de l'Afrique, nous savons tous qu'elle est en train de venir et son impact sera grave*".

Selon des chiffres du *FMI* , la croissance en Afrique subsaharienne devrait ralentir à 3,25 pour cent en 2009, de cinq pour cent en 2008.

"*Cette menace n'est pas seulement économique. Il y a un réel risque que des millions de personnes seront renvoyés dans la pauvreté*", a averti Strauss-Kahn depuis la capitale de la tanzanienne.

Pour beaucoup de pays africains, la pendule balance déjà.

La demande mondiale pour nombre de produits a dégringolé au cours des mois récents, privant beaucoup de pays africains des recettes d'exportation très nécessaires.

Selon Oxfam France, qui mène des campagnes pour le développement, l'investissement étranger direct dans des pays africains et les envois de fonds de la diaspora africaine vers la patrie (évalués à 251 milliards de dollars pour 2007) ont commencé par diminuer depuis la fin de l'année dernière.

L'aide au développement bilatéral a également commencé par baisser, puisque les poches des pays développés se rétrécissent avec cette récession croissante.

Quand même, "*la Commission européenne exige que les accords de (partenariat économique) soient signés, pour une entrée en vigueur complète, par la Communauté d'Afrique de l'est, la Communauté de développement d'Afrique australe et les Etats d'Afrique de l'ouest avant la fin de son mandat actuel en septembre 2009*", écrit Oxfam.

La signature et la mise en Suvre des **APE** sont telles que leur incorporation actuelle pourrait aggraver la crise économique et sociale touchant beaucoup de nations africaines puisque les prix des aliments avaient commencé par monter en flèche en 2008.

Les APE affaibliraient davantage la production agricole et les marchés locaux, en les exposant à une concurrence de la part des fermiers européens plus forts, plus grands et lourdement subventionnés.

Retirer les tarifs protecteurs, comme l'exigent les APE, causerait également "une baisse spectaculaire des recettes douanières, et rétrécirait davantage les budgets des Etats africains", selon Oxfam.

Certains dirigeants africains ont décidé de présenter eux-mêmes leurs points de vue devant les parlements européens.

Au début de ce mois, des représentants politiques et des syndicats venus du **Burkina Faso**, du **Cameroun**, du **Tchad**, de **Ethiopie**, du **Kenya** et de **Zambie** se sont ébranlés dans une tournée des capitales française, belge, britannique, allemande et espagnole pour rencontrer des responsables gouvernementaux et des syndicats des agriculteurs.

Cette délégation comprenant Catherine Kimura, présidente du comité des échanges commerciaux de l'Assemblée législative d'Afrique de l'est, et Mary Sakala qui représente les paysans à petite échelle de l'est et du sud de la Zambie avait un message simple : en Afrique, la crise économique et financière s'est déjà transformée en une crise alimentaire, et les **APE** l'aggraveront.

S'adressant aux députés français, allemands et européens, ces déléguées leur ont rappelé le principe fondamental de l'ancien régime commercial : les accords de Lomé, actuellement révolus, étaient basés sur la règle de l'égalité entre les pays, qu'ils soient du Nord ou du Sud.

"La plupart des parlements africains n'ont pas été inclus dans ces négociations", souligne Jean-Denis Crola, responsable de la campagne pour la justice économique à Oxfam France. "Il y a également une forte demande pour une implication plus large de la société civile dans ces négociations, puisque dans certains pays, 80 pour cent des travailleurs sont des agriculteurs", ajoute-t-il.

Certains secteurs ont été déjà dévastés. Au Burkina Faso, les importations de la purée de tomate ont presque quadruplé entre 1994 et 2002. Les boîtes de conserves bon marché subventionnées de l'Union européenne (UE) ont inondé des marchés, laissant des dizaines de milliers de producteurs locaux en faillite ou au chômage.

Par conséquent, en 2007, 60.000 tonnes de tomate du Burkina Faso étaient laissées à la pourriture, puisque les consommateurs achetaient à partir de la concurrence européenne, selon les chiffres d'Oxfam. Le Togo et le Ghana sont confrontés à une menace similaire.

Selon Kimura, "au lieu de maintenir la dépendance de l'Afrique de la générosité des pays développés, la crise alimentaire actuelle indique la nécessité d'un accord juste, centré sur le développement".

Les effets de cette crise pourraient s'avérer même plus catastrophiques sur le long terme.

"Une finance mondiale plus serrée limitera les investissements privés et les crédits des échanges commerciaux. La récession mondiale connaîtra une demande plus faible de l'exportation, des prix plus bas des produits de base et des flux de fonds plus faibles pour les pays pauvres, et est en train de menacer les provisions du secteur social ainsi que la stabilité sociale", écrit le Bureau britannique des affaires étrangères, avant le sommet du Groupe des 20, prévu pour se tenir à Londres le 2 avril.

Certains dirigeants occidentaux ont commencé par reconnaître publiquement l'urgence de la crise.

Douglas Alexander, secrétaire d'Etat britannique pour le Développement international, a récemment prévu que *"les perspectives pour réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement sont confrontées à de graves menaces, puisque la crise économique mondiale sape les progrès dans les pays en développement et érode l'appui au sein des pays développés"*.

Et pourtant, l'appui au sein des pays développés, si souvent fragile, est vital. Olivier de Schutter, le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, a affirmé que *"la libéralisation, depuis des décennies, du commerce agricole a conduit au renforcement d'un système alimentaire mondial où les prix sont fixés par des acteurs dominants ayant un pouvoir de marché excessif, une situation qui est préjudiciable à la majorité des paysans et des pays"*.

Les **APE**, en élargissant davantage la libéralisation du commerce agricole, renforceraient cette prédominance.

"L'idée d'un terrain de jeu de niveau, même après le retrait des mesures faussant les échanges commerciaux, est insignifiante étant donné les différences considérables des niveaux de productivité au moins entre les pays développés et les pays en développement", a ajouté de Schutter.

"Ces différences sont le résultat de plus de 150 ans de protection planifiée dans les pays industrialisés, suivie de la libéralisation subventionnée", a-t-il reconnu, concluant la rencontre des Nations Unies sur la sécurité alimentaire tenue en janvier à Madrid.

Maintenant, les représentants africains exigent une protection similaire, au moins pendant qu'ils affrontent la tempête. (FIN/2009)

Hilaire Avril

lire l'article sur le site ipsinternational.org : [COMMERCE : L'UE fonce avec les APE malgré la crise mondiale](#)

lire aussi sur www.pambazuka.org (2009-03-21) : [Les APE, une politique au service de l'impérialisme européen](#), par Paul Martial
